

Unité départementale du Hainaut  
ZA de l'aérodrome  
59121 Prouvy

Lille , le (voir date de signature de  
l'approbateur)

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/03/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **ACGR Surfaces et ACGR Tôlerie**

1 place de la Gare  
BP 39  
59230 ROSULT

Références : 2022 – V3 – 086

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée de manière inopinée le 24/03/2022 dans l'établissement ACGR Surfaces et ACGR Tôlerie implanté 1 place de la Gare BP 39 59230 ROSULT. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Lors de la visite d'inspection du 26 juillet 2005, il a notamment été constaté que plusieurs activités nécessitaient d'être régularisées. Un arrêté préfectoral de mise en demeure en date du 22 août 2005 sollicitait la remise d'un dossier de demande d'autorisation sous 3 mois.

Lors de la visite d'inspection du 15 mars 2006, il a notamment été constaté que le dossier de demande d'autorisation d'exploiter n'avait pas été déposé en Préfecture du Nord. Un arrêté de consignation d'une somme de 10 000 € à l'encontre de la Société Nouvelle ACGR a donc été proposé. Cette somme a été consignée le 21 septembre 2006.

Lors de la visite du 27 novembre 2007, l'absence de transmission du dossier de demande d'autorisation a de nouveau été constatée.

Lors de la visite d'inspection du 17 mars 2009, l'exploitant a informé oralement l'inspecteur des installations classées de son projet de déménagement et a confirmé ne pas avoir transmis le dossier de demande d'autorisation d'exploiter. En l'absence d'éléments factuels concernant ce déménagement, l'inspection des installations classées a proposé de suspendre l'activité du site ACGR.

Lors d'une réunion 12 février 2010 entre l'exploitant, la DREAL et les services de la Préfecture, l'exploitant a apporté des éléments factuels sur le déménagement des activités d'ACGR sur la zone

industrielle de Somain. Le Secrétaire Général de la Préfecture du Nord a alors sursoit à prononcer la suspension de l'activité du site.

Lors de la visite d'inspection du 26 septembre 2012, il a été constaté que le dossier de demande d'autorisation d'exploiter n'avait pas été déposé. Le dossier a de nouveau été sollicité.

Suite aux difficultés rencontrées par le groupe Peters, la société ACGR a été rachetée en 2013 et a été scindée en deux entités, ACGR Surfaces et ACGR Tôlerie.

Lors de la visite d'inspection du 4 novembre 2015, l'attention du nouveau propriétaire a été portée sur la nécessité de régulariser la situation de son installation au regard de la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Un dossier de demande d'autorisation d'exploiter a été déposé le 28 avril 2016. Suite à l'instruction de ce dossier, il s'avère que des compléments étaient nécessaires. Ces compléments ont été sollicités par courrier du 18 août 2016.

Lors de la visite d'inspection du 16 octobre 2018, les compléments ont de nouveau été sollicités. L'exploitant a déclaré que le dossier était disponible et que ce dossier serait remis très prochainement.

Par courrier du 11 janvier 2019, l'exploitant a été informé que sans dépôt des éléments complémentaires sous 1 mois, l'inspection des installations classées proposerait au Préfet de se dessaisir du dossier de demande d'autorisation d'exploiter.

Par rapport du 13 mai 2019, il a été proposé au Préfet de se dessaisir de cette demande.

Lors de la visite d'inspection du 29 novembre 2019, l'inspection des installations classées a pu constater au niveau de l'atelier galvanisation qu'une unité de galvanisation était en fonctionnement. Le volume estimé du bain de zinc est d'environ 30 m<sup>3</sup> pour une masse de zinc de 205 tonnes : ces données sont issues des plans transmis par l'exploitant dans le cadre des différents dossiers de demande d'autorisation d'exploiter qui n'ont pas abouti. De plus, le chauffage est désormais assuré par des brûleurs au gaz naturel. Le jour de l'inspection, l'exploitant a informé l'inspecteur que ces brûleurs avaient été changés afin de réduire leur consommation en gaz.

Toutefois, l'arrêté préfectoral du 27 novembre 1981 autorise :

- à son article premier : « un atelier de galvanisation à chaud par immersion avec un creuset de 170 tonnes de capacité en zinc » (équivalent à 24 m<sup>3</sup>) ;
- à son article 8.2.3 : « le zinc sera chauffé par électrodes plongeantes ».

L'augmentation du volume du bain de galvanisation est de 6 m<sup>3</sup>, soit 6 fois le seuil d'autorisation du 1. de la rubrique 2567 de la nomenclature des installations classées.

Cette augmentation a pour conséquence une augmentation de la capacité de traitement d'acier et donc des émissions de polluants atmosphériques, notamment en métaux, pouvant faire évoluer l'impact sanitaire de l'installation. Cette augmentation des émissions de polluants dans l'air est de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'Environnement. Il y a lieu de considérer cette modification comme substantielle, conformément aux dispositions de l'article R. 181-46 du code de l'Environnement.

Par arrêté préfectoral du 12 juin 2020, l'exploitant a donc été mis en demeure de régulariser sa situation administrative.

Par ailleurs, un arrêté préfectoral de mesures conservatoires a été pris le 17 juin 2020, en l'attente de la régularisation.

Lors de la visite du 01 février 2021, il a été rappelé à l'exploitant l'urgence de déposer un dossier de régularisation et les risques encourus en cas de non-dépôt du dossier avant l'échéance de la mise en demeure, à savoir la fermeture ou la suppression des installations irrégulières et la remise des lieux dans un état ne portant pas préjudice aux intérêts protégés par le code (article L171.7).

Enfin, le 25 juin 2021, l'inspection des installations classées a rappelé par courrier à l'exploitant le

délai échu de mise en conformité de son site et les sanctions encourues.

En dépit des rappels exercés par l'inspection auprès de l'exploitant, il a été constaté le non-respect de l'arrêté préfectoral de mesures conservatoires du 17 juin 2020 et un arrêté préfectoral de mise en demeure a été signé le 31 mai 2021.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ACGR Surfaces et ACGR Tôlerie
- 1 place de la Gare BP 39 59230 ROSULT
- Code AIOT dans GUN : 0007001068
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société ACGR Surfaces a été créée en 2013 lors du rachat par le groupe MGF de la société ACGR, qui a été scindé en deux entités, ACGR Surfaces et ACGR Tôlerie.

La société ACGR Surfaces regroupe les activités de traitement de surface, de galvanisation et de peinture. L'activité de l'établissement est encadrée par les dispositions de l'arrêté préfectoral du 27 novembre 1981.

La société ACGR Tôlerie exerce des activités de travail mécanique des métaux et chaudronnerie. L'activité d'ACGR Tôlerie a été déclarée le 15 mars 2021.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Arrêté préfectoral de mise en demeure du 12 juin 2020
- Arrêté préfectoral de mesures conservatoires du 17 juin 2020

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement,

des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
Régularisation administrative	AP de Mise en Demeure du 12/06/2020, article 2	/	Suppression ou fermeture
Dispositifs de captation	AP de Mesures Conservatoires du 17/06/2020, article 2	AP de mise en demeure du 31/05/2021	Suppression ou fermeture
Surveillance des rejets atmosphériques	AP de Mesures Conservatoires du 17/06/2020, articles 3 et 4	AP de mise en demeure du 31/05/2021	Suppression ou fermeture
Défense incendie	AP de Mesures Conservatoires du 17/06/2020, article 6	AP de mise en demeure du 31/05/2021	Suppression ou fermeture

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a été mis en demeure par arrêté préfectoral du 12 juin 2020 de régulariser sa situation administrative. Un arrêté préfectoral de mesures conservatoires a été pris le 17 juin 2020 pour encadrer l'activité en attente de sa régularisation.

Une visite d'inspection a été organisée le 01 février 2021 pour rappeler à l'exploitant l'urgence de déposer un dossier de régularisation et les risques encourus en cas de non-dépôt du dossier avant l'échéance de la mise en demeure, à savoir la fermeture ou la suppression des installations irrégulières et la remise des lieux dans un état ne portant pas préjudice aux intérêts protégés par le code (article L171.7 du code de l'environnement).

L'inspection des installations classées a également constaté le non respect de l'arrêté préfectoral de mesures conservatoires. Un arrêté préfectoral de mise en demeure a été proposé à l'issue de la visite d'inspection et a été signé le 31 mai 2021.

La visite d'inspection du 24 mars 2022 a mis en évidence que la situation demeure inchangée, malgré les différents arrêtés préfectoraux de mise en demeure dont les délais sont arrivés à échéance.

L'Inspection a constaté lors de la visite que les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 12 juin 2020 n'étaient pas respectées, de même que les dispositions de l'arrêté préfectoral portant mesures conservatoires du 17 juin 2020. En application de l'art. L. 171-7 du Code de l'Environnement, l'Inspection propose à Monsieur le préfet un projet d'arrêté préfectoral de fermeture nécessitant la réalisation d'un contradictoire.

Conformément aux dispositions de l'article L. 171-7 du code de l'environnement, la lettre de suites à l'exploitant l'informe que l'acte actant cette sanction est susceptible d'être publié sur le site internet des services de l'Etat dans le département du Nord pendant une durée de 5 ans. L'exploitant dispose d'un délai de 7 jours pour formuler ses observations, comme indiqué dans la lettre de suites qui lui a été transmise.

#### **2-4) Fiches de constats**

## Nom du point de contrôle : Régularisation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 12/06/2020, article 2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, régularisation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société ACGR Surfaces, exploitant une installation de galvanisation ayant fait l'objet d'une modification substantielle, sise au 1, place de la Gare sur la commune de Rosult est mise en demeure de régulariser sa situation administrative soit :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• En obtenant l'autorisation environnementale nécessaire conformément à l'article L. 181-14 du code de l'Environnement ;</li><li>• En cessant ses activités et en procédant à la remise en état prévue à l'article L. 512-39-1 et suivants du code de l'environnement.</li></ul> <p>Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fera connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure ;</li><li>• Dans le cas où il opte pour la cessation d'activité, celle-ci doit être effective dans les trois mois et l'exploitant fournit dans le même délai un dossier décrivant les mesures prévues au II de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement ;</li><li>• Dans le cas où il opte pour l'obtention d'une autorisation environnementale, cette dernière doit être obtenue dans un délai n'excédant pas 1 an à compter de la notification du présent arrêté. L'exploitant fournit les éléments justificatifs du lancement de la constitution d'un tel dossier (commande à un bureau d'étude...etc.) dans un délai n'excédant pas un mois à compter de la notification du présent arrêté ;</li></ul> <p><b>Constats :</b> L'inspection des installations classées a pu constater que l'unité de galvanisation était en fonctionnement le jour de l'inspection (cf. photos en annexe). L'inspection a également constaté la présence d'un bain dégraissant (avec une base d'acide), de 6 bains d'acide, d'un bain de rinçage à l'eau et d'un bain de fluxage. Une cuve de bain est vide. Les bains de traitement (rinçage non compris) représentent donc un volume de 189 m<sup>3</sup>, pour un volume autorisé de 112 m<sup>3</sup>. L'augmentation du volume des bains de traitement est de 77 m<sup>3</sup>, soit plus de 2 fois le seuil de la rubrique IED 3260 de la nomenclature des installations classées. Cette augmentation a pour conséquence une augmentation de la capacité de traitement d'acier et donc des émissions de polluants atmosphériques, notamment en métaux, pouvant faire évoluer l'impact sanitaire de l'installation. Cette augmentation des émissions de polluants dans l'air est de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'Environnement. Il y a lieu de considérer cette modification comme substantielle, conformément aux dispositions de l'article R. 181-46 du code de l'Environnement.</p> <p>Or, aucun dossier de demande d'autorisation environnementale n'a été transmis aux services préfectoraux.</p> <p>Par conséquent, l'exploitant n'a pas respecté l'arrêté de mise en demeure de régulariser sa situation administrative du 12/06/2020 dans le délai d'un an prescrit.</p> <p>L'inspection des installations classées propose donc à Monsieur le préfet de prononcer la fermeture de l'établissement conformément à l'article L.171-7-II du code de l'environnement : <i>"S'il n'a pas été déféré à la mise en demeure à l'expiration du délai imparti, ou si la demande d'autorisation, d'enregistrement, d'agrément, d'homologation ou de certification est rejetée, ou s'il est fait opposition à la déclaration, l'autorité administrative ordonne la fermeture ou la suppression des installations ou ouvrages, la cessation de l'utilisation ou la destruction des objets ou dispositifs, la cessation définitive des travaux, opérations, activités ou aménagements et la remise des lieux dans un état ne portant pas préjudice aux intérêts protégés par le présent code."</i></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Suppression ou fermeture

**Nom du point de contrôle :** Dispositifs de captation

<b>Référence réglementaire :</b> AP portant mesures conservatoires du 17/06/20, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, air
<b>Prescription contrôlée :</b> Les locaux sont convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosive ou toxique. Afin de limiter les rejets diffus, des dispositifs de captation sont mis en oeuvre au-dessus du bain de galvanisation et des bains de traitement de surface. Le débouché à l'atmosphère des dispositifs de captation se fait à une hauteur suffisante, et au minimum à 3 mètres au-dessus des bâtiments situés dans un rayon de 15 mètres. La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des gaz captés dans l'atmosphère. L'utilisation de chapeaux est interdite.
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées a constaté que les dispositifs de captation n'ont pas été mis en place. L'ambiance au sein de l'atelier de traitement de surface est enfumée (cf. photo en annexe).  L'exploitant a déclaré travailler sur le sujet et a fourni un devis de la société TECHNIPLAST (référence 347100 en date du 18/02/2020).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Suppression ou fermeture

**Nom du point de contrôle : Surveillance des rejets atmosphériques**

<b>Référence réglementaire :</b> AP portant mesures conservatoires du 17/06/20, articles 3 et 4																									
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, air																									
<b>Prescription contrôlée :</b> <b>Article 3 – Valeurs limites d’émission</b> Les rejets effectués au niveau des émissaires des dispositifs de captation ne dépassent pas les valeurs limites d’émission suivantes :																									
<table><tr><th>Paramètres</th><th>Valeurs limite d’émission (mg/Nm3)</th></tr><tr><td>Poussières</td><td>100</td></tr><tr><td>Zinc</td><td>1</td></tr><tr><td>Chrome</td><td>1</td></tr><tr><td>Étain</td><td>1</td></tr><tr><td>Manganèse</td><td>1</td></tr><tr><td>Nickel</td><td>1</td></tr><tr><td>Cuivre</td><td>1</td></tr><tr><td>Cadmium</td><td>0,05</td></tr><tr><td>Mercure</td><td>0,05</td></tr><tr><td>Arsenic</td><td>1</td></tr><tr><td>Plomb</td><td>1</td></tr></table>	Paramètres	Valeurs limite d’émission (mg/Nm3)	Poussières	100	Zinc	1	Chrome	1	Étain	1	Manganèse	1	Nickel	1	Cuivre	1	Cadmium	0,05	Mercure	0,05	Arsenic	1	Plomb	1	
Paramètres	Valeurs limite d’émission (mg/Nm3)																								
Poussières	100																								
Zinc	1																								
Chrome	1																								
Étain	1																								
Manganèse	1																								
Nickel	1																								
Cuivre	1																								
Cadmium	0,05																								
Mercure	0,05																								
Arsenic	1																								
Plomb	1																								
Si les résultats montrent que les concentrations détectées sur certains paramètres sont inférieures au seuil de quantification sur plusieurs campagnes, l’exploitant peut, après accord de l’inspection des installations classées suite à une demande formalisée, ne plus retenir ce paramètre pour sa surveillance.																									
<b>Article 4 – Fréquence de surveillance</b> L’exploitant réalise une surveillance trimestrielle des rejets des dispositifs de captation. Les résultats de cette surveillance est transmis dans un délai n’excédant pas deux mois à compter de la réalisation de ces mesures.																									
<b>Constats :</b> Compte tenu de l'absence de dispositif de captation au-dessus des bacs de traitement de surface, il n'est pas possible de réaliser l'autosurveillance prescrite aux articles 3 et 4 de l'arrêté préfectoral du 17 juin 2020.  L'exploitant ne surveille donc pas les effets de son installation sur l'environnement.																									
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites																									
<b>Proposition de suites :</b> Suppression ou fermeture																									



**Nom du point de contrôle : Défense incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> AP portant mesures conservatoires du 17/06/20, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>• d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés, dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre ;</li><li>• d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;</li><li>• d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li><li>• de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours, avec une description des dangers pour chaque local ;</li><li>• d'un système d'alarme incendie à déclenchement manuel (type coup de poing).</li></ul> Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.
<b>Constats :</b> Suite à la visite d'inspection du 01/02/2021, l'exploitant est entré en contact avec le SDIS pour la mise en place d'une citerne souple pour assurer la défense incendie du site.  Les démarches n'ont pas abouties, la citerne n'a pas été installée.  Le site ne dispose donc toujours pas de défense incendie d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Suppression ou fermeture